

Un sommet France-Afrique sous le signe de l'indépendance

@rib News, 31/05/2010 â€“ Source Associated Press Nicolas Sarkozy accueille lundi et mardi à Nice son premier sommet France-Afrique, placé sous le signe du 50e anniversaire de l'indépendance des anciennes colonies françaises. Le président, pourfendeur de la "Françafrique", a ouvert la porte aux entreprises pour marquer sa volonté de nouer une nouvelle "relation privilégiée" avec le continent noir. Lire la suite l'article Pour marquer le cinquantenaire de la décolonisation de 14 pays africains, le locataire de l'Élysée a par ailleurs invité les chefs d'Etat de ces pays pour "une réunion de famille" les 13 et 14 juillet et fera défiler des contingents africains sur les Champs Élysées le jour de la Fête nationale.

À Nice, 34 chefs d'Etat et cinq chefs de gouvernement doivent se retrouver, dont des acteurs montants ou déjà influents sur la scène africaine. Grand amateur du ballon rond, Nicolas Sarkozy accueillera notamment le président sud-africain Jacob Zuma, dont le pays remporte la Coupe du monde de football en juin, et le nigérian Jonathan Goodluck, qui dirige désormais le pays le plus peuplé d'Afrique. Seront présents également des présidents-médiateurs des crises africaines comme l'Égyptien Hosni Moubarak, co-président du sommet de Nice et hôte du prochain rendez-vous en 2013, qui soutient le processus de paix israélo-palestinien, Blaise Compaoré du Burkina Faso, et le sénégalais Abdoulaye Wade, dont les relations se sont tendues avec Paris avec la révision des accords de défense de la France avec ses anciennes colonies. M. Wade estime dans un entretien publié dimanche par "Le Parisien"/"Aujourd'hui en France" que le sommet de Nice est "un symbole important" parce qu'il réunit "l'ensemble des dirigeants du continent, ceux d'Afrique francophone, anglophone et lusophone". Jusque-là organisés tous les deux ans, ces réunions s'espaceront désormais de trois ans. Le président sénégalais souhaite voir avancer le dossier de la participation de l'Afrique à la gouvernance mondiale et suggère que "le président en exercice de l'Union africaine représente toute l'Afrique au Conseil de sécurité ou dans d'autres institutions internationales". Le président français milite lui aussi pour une réforme du Conseil de sécurité des Nations unies afin que "chaque partie du monde" y dispose de représentants permanents, et non plus seulement la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Chine et la Russie. Nice accueillera également le président gabonais Ali Bongo Ondimba, fils d'Omar Bongo, qui règne d'une main de fer sur son pays pendant 41 ans. Symbole des relations troubles entre la France et son "pré-carré" africain, Omar Bongo avait été le deuxième chef d'Etat africain, après la Libérienne Ellen Johnson-Sirleaf, reçu par Nicolas Sarkozy à son arrivée à l'Élysée en 2007. La France a aussi soutenu l'élection du fils Bongo, contestée par l'opposition, en 2009. Mais les absents seront également remarquables à Nice. On note ainsi que l'Algérien Abdelaziz Bouteflika et le Mauritanien Mohamed Ould Abdelaziz sont les seuls chefs d'Etat du Maghreb présents, alors que la France a renforcé sa coopération avec les pays du Sahara pour lutter contre Al-Qaïda dans cette région. Le président zimbabwéen Robert Mugabe, ostracisé pour la répression de l'opposition dans son pays et le Soudanais Omar el-Béchir, recherché par la Cour pénale internationale (CPI) pour les crimes commis au Darfour, pourraient cependant être représentés, alors que le nouvel homme fort de Madagascar, Andry Rajoelina, qui n'est pas reconnu par l'Union africaine, n'a même pas été invité. Il sera probablement question du Darfour et du Soudan mardi en marge d'une réunion des responsables de l'ONU et de l'UA, mais les organisations de défense des droits de l'Homme craignent que la question des crimes impunis dans d'autres pays soit occultée. Quant à la région des Grands lacs, le Rwandais Paul Kagame est le seul président venu représenter à Nice, dans le sillage de la réconciliation entre Kigali et Paris après des années de froid lié à la détermination des responsabilités dans le génocide de 1994. La grande nouveauté de cette rencontre franco-africaine réside dans la venue de jusqu'à 250 entrepreneurs français et africains ainsi que des syndicats et l'adoption prévue d'une "Charte de l'entrepreneur en Afrique". "La France veut être aux côtés de l'Afrique pour accompagner le développement du secteur privé sur le continent", explique Nicolas Sarkozy dans un entretien publié jeudi par l'hebdomadaire "Les Afriques". Pour le président français, "il existe aujourd'hui entre la France et l'Afrique de très nombreux intérêts communs et des raisons objectives de refonder librement une relation étroite".